

- Membres théoriques :  
20
- Membres en exercice :  
20
- Membres présents :  
11
- Pouvoirs :  
3
- Votants :  
14

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU  
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**BUDGET PRINCIPAL – BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2023**

Le 15 juin 2023, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 30 mai 2023, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL, Dominique TESSIER.  
MM. Bastien CORITON, Didier TERRIER.

**Suppléants**

Mme Patricia RENOU.  
MM. Pierre AUBRY, Thomas HERMAND.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Patrick D'ANGELO, payeur régional et Madame Béatrice DUFOUR.

**III. Membre de droit :**

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

**IV. Pouvoirs :**

Monsieur Nicolas BERTRAND à Monsieur André GAUTIER.  
Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON.  
Monsieur Olivier BUREAUX à Madame Virginie LUCOT-AVRIL.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Claire GUEROULT, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée.  
MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Guillaume COUTEY, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, Jean-Pierre THEVENOT – représenté, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Toutes</i>	<i>Tous</i>	<i>Tous</i>

\*

\* \*

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment l'article, L2313-1,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n° DCA-2023-013 portant approbation du budget primitif principal pour l'exercice 2023,
- la délibération n° DCA-2023-031 portant approbation du compte administratif du budget principal pour l'exercice 2022,
- la délibération n° DCA-2023-032 portant affectation des résultats de l'exercice 2022 du budget principal.

\*

\* \*

Le budget supplémentaire au titre de 2023 qui est proposé vise à intégrer :

- les résultats et les restes à réaliser de l'exercice 2022,
- des ajustements de crédits à hauteur des réalisations prévisionnelles, tant en section de fonctionnement qu'en section investissement.

Il s'équilibre donc en recettes et en dépenses comme suit :

Budget principal	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Fonctionnement</b>			
<b>Dépenses</b>	<b>3 251 297,00 €</b>	<b>16 529 981,16 €</b>	<b>19 781 278,16 €</b>
011 "Charges à caractère général"	145 028,00 €		145 028,00 €
66 "charges financières"	87 269,00 €		87 269,00 €
67 "Charges exceptionnelles"	19 000,00 €		19 000,00 €
042 "Opérations d'ordre entre sections"		400 000,00 €	400 000,00 €
022 "Dépenses imprévues"	3 000 000,00 €		3 000 000,00 €
023 "Virement à la section d'investissement"		16 129 981,16 €	16 129 981,16 €
<b>Recettes</b>	<b>19 781 278,16 €</b>	<b>- €</b>	<b>19 781 278,16 €</b>
74 "Contributions et participations"	491 046,00 €		491 046,00 €
002 "Résultat de fonctionnement reporté"	19 290 232,16 €		19 290 232,16 €
<b>Investissement</b>			
<b>Dépenses</b>	<b>22 802 589,68 €</b>	<b>- €</b>	<b>22 802 589,68 €</b>
20 "Immobilisations incorporelles"	1 044 370,00 €		1 044 370,00 €
21 "Immobilisations corporelles"	13 895 373,81 €		13 895 373,81 €
23 "Immobilisations en cours"	9 062 186,56 €		9 062 186,56 €
Dépenses d'équipements et de travaux	- 2 538 610,80 €		- 2 538 610,80 €
020 "dépenses imprévues"	1 339 270,11 €		1 339 270,11 €
<b>Recettes</b>	<b>6 272 608,52 €</b>	<b>16 529 981,16 €</b>	<b>22 802 589,68 €</b>
10 "Dotations, fonds divers et réserves"			- €
13 "Subvention d'équipement"	2 805 479,80 €		2 805 479,80 €
16 "Emprunt et dettes assimilées"	- 11 798 675,10 €		- 11 798 675,10 €
040 "Opérations d'ordre entre sections"		400 000,00 €	400 000,00 €
001 "Solde d'exécution de la section d'investissement reporté"	15 265 803,82 €		15 265 803,82 €
021 "Virement de la section de fonctionnement"		16 129 981,16 €	16 129 981,16 €

## I) Section de fonctionnement

### A) Recettes

La lecture du compte administratif 2022 a mis en évidence un excédent de fonctionnement cumulé de 19 290 232,16€ qu'il convient d'intégrer dans le cadre de ce budget supplémentaire au chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté ».

Parallèlement, le Service poursuit ses recherches de financement externes.

Ainsi, au regard de l'arrivée de deux EPR au Centre Nucléaire de Production d'Electricité (CNPE) de Penly, le Service et EDF ont travaillé ensemble à l'adaptation du Centre d'incendie et de Secours (Cis) de Dieppe et la réponse opérationnelle sur le territoire.

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un dispositif adapté, EDF s'engage, notamment, à prendre en charge la rémunération et la formation des personnels (461 K€).

Par ailleurs, la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des risques (DGSCGC) détermine la couverture NRBC dans 11 agglomérations prioritaires et fixe les cibles de la réponse capacitaire des Sdis au travers du Contrat capacitaire interministériel (CCI). Dans ce cadre, le Sdis 76 va recevoir une participation à hauteur de 100 % des besoins exprimés hors taxes pour les dépenses de fonctionnement relatives au maintien en condition opérationnelle d'une Unité Mobile de Décontamination (UMD) et d'un lot Point de Rassemblement des Victimes (PRV) Nucléaires Radiologiques Biologiques Chimiques (NRBC), (30 K€).

### B) Dépenses

#### Les charges à caractère général (+145 K€)

L'ajustement proposé vise à intégrer des dépenses non prévus lors du vote du budget primitif. C'est le cas notamment des frais de fonctionnement engagés dans le cadre de l'intervention sur le site de Bolloré (6,3 K€) et de l'exercice nombreuses victimes (NOVI) (1,6 K€).

Par ailleurs, certaines commandes de matériels opérationnels ont connus des décalages de livraison impactant le budget 2023.

#### Les charges financières (+87 K€)

Le Service a contracté des emprunts à taux variable (6,86 M€). Au regard des derniers tableaux d'amortissement, il est proposé d'ajuster les crédits ouverts.

#### Les charges exceptionnelles (+19 K€)

L'ajustement proposé vise à pouvoir mettre en œuvre la protection fonctionnelle d'un agent (7 K€). De plus, ce chapitre est ajusté pour tenir compte des écritures exceptionnelles, notamment les annulations de titres sur exercices antérieurs. Le chapitre est alimenté pour pouvoir faire face, le cas échéant, au versement des intérêts moratoires dus par le Service ou la trésorerie.

#### Les opérations d'ordre entre sections (+400 K€)

Il convient d'ajuster les crédits ouverts relatifs à la dotation aux amortissements en lien avec les éléments définitifs du compte administratif 2022.

La recette d'investissement connaîtra le même ajustement.

## Le virement à la section d'investissement

Enfin, au regard du volume de dépenses à autofinancer dans le cadre de la Nouvelle Politique Immobilière (NPI) et du partenariat entrepris avec la Métropole Rouen Normandie, le Service souhaite affecter, en section d'investissement, une partie de son excédent de fonctionnement, à hauteur de 16,13 M€.

L'équilibre de la section est assuré par l'inscription de crédits en dépenses imprévues.

### **II) Section d'investissement**

#### **A) Recettes**

Dans le cadre de ce budget supplémentaire, il convient de reprendre l'excédent d'investissement cumulé. Ce dernier s'élève à un montant de 15 265 803,82€.

Outre l'autofinancement généré par ses excédents cumulés, le Service s'attache, également en section d'investissement, à développer des partenariats.

Le Conseil départemental, premier partenaire du Sdis, a confirmé, au travers de la convention de partenariat pluriannuelle, sa volonté de soutenir le Service y compris pour ses investissements mobiliers.

Aussi, les actions conjointes ont permis de matérialiser une nouvelle convention de financement visant à financer à 80% un programme d'investissement, soit une subvention de 1 M€.

Par ailleurs, dans le cadre du partenariat évoqué précédemment, le CNPE de Penly et EDF se sont aussi engagés envers le Service à financer les moyens opérationnels et l'adaptation des locaux du Cis de Dieppe (877 K€).

La DGSCGC concourt également aux investissements. Ainsi, dans le cadre du contrat capacitaire interministériel NRBC, cette dernière participe à hauteur de 100 % des besoins exprimés, hors taxes, pour les dépenses relatives à l'acquisition de matériels de détection (60 K€) ainsi que l'acquisition d'une berce UMD et d'un véhicule porte berce (344 K€).

De plus, la DGSCGC pilote le pacte capacitaire dédié aux feux de forêts et feux d'espaces naturels et permet d'adapter les moyens opérationnels du Sdis 76 en finançant, à hauteur de 50 % du montant hors taxes, l'acquisition de 8 Camions Citerne Forestiers Moyens (CCFM) et 2 Véhicules Légers Tous Terrains (VLTT) sur 3 ans.

Au titre de l'exercice 2023, le Sdis 76 pourra bénéficier d'une subvention d'équipement pour l'acquisition de 3 CCFM (384 K€).

Le présent budget supplémentaire prend acte également des reports de recettes d'investissement pour 140 K€.

Enfin, les recettes d'investissement sont augmentées par le virement en provenance de la section de fonctionnement pour 16,13 M€.

Ainsi, à ce stade, au regard de l'excédent d'investissement, il n'apparaît pas opportun de mobiliser l'emprunt sur cet exercice.

## B) Dépenses

Les ajustements proposés en dépenses d'investissement correspondent à l'ajustement des crédits de paiement en lien avec des autorisations de programme votées, objet d'un rapport dédié.

Les crédits inscrits en dépenses d'équipement, hors autorisations de programme, intègrent, d'une part, les restes à réaliser (à hauteur de 2,522 M€) et, d'autre part, les dépenses relatives au programme d'investissement dont le financement est assuré à 80 % du montant hors taxes par le Conseil départemental de la Seine-Maritime (1,5 M€).

De plus, la proposition intègre les acquisitions de matériels et travaux pour lesquels le Service a obtenu des engagements financiers.

En effet, il est proposé d'inscrire les crédits relatifs aux partenariats suivants :

- la convention de financement avec le Conseil départemental,
- la convention de partenariat avec Edf et le CNPE de Penly,
- le Contrat capacitaire interministériel NRBC,
- le Pacte capacitaire feux de forêts et feux d'espaces naturels.

Ces partenariats permettent au Service de pouvoir envisager de moderniser et d'adapter les moyens opérationnels du Sdis76 pour la défense de son territoire et les renforts en tant que de besoin.

Enfin, les crédits restants constituent une réserve que l'Etablissement préserve pour financer les investissements futurs tant pour l'acquisition d'équipements qu'en matière immobilière.

L'équilibre de la section est assuré par l'inscription de crédits en dépenses imprévues.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 19/06/2023  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20230619-DCA-2023-040v2-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/06/2023

Affichage : 21/06/2023

Pour l'autorité compétente par délégation

